

Colloque Sénat – Ubifrance : Des marchés à découvrir et à conquérir.

Asie du Sud-Est

PALAIS DU LUXEMBOURG - SALLE CLEMENCEAU - JEUDI 25 OCTOBRE 2012



Allocution d'ouverture	3
Gérard MIQUEL Président du groupe d'Amitié France-Asie du Sud-Est Henri BAISSAS Directeur des Opérations d'UBIFRANCE	
Panorama économique de la zone Asie du Sud-Est	7
Antoine CHERY Sous-Directeur des relations économiques bilatérales à la Direction générale du Trésor	
Singapour, la Malaisie et la Thaïlande, des marchés matures aux appétences de consommation fortes	9
Table ronde	
Indonésie, Philippines et Vietnam : quelles stratégies d'accès pour ces marchés émergents ?	13
Table ronde	
La Birmanie, un marché d'avenir à découvrir	16
Claire CAMDESSUS UBIFRANCE Thaïlande/Birmanie	
Comment financer vos projets en ASEAN	17
Eric TAINSH Responsable projets, Direction Internationale, OSEO	
Synthèse et conclusion de la matinée	18
Nicole BRICQ Ministre du Commerce Extérieur	

Ouverture

Gérard MIQUEL

Président du groupe d'amitié France-Asie du Sud-Est

Mesdames les Présidentes,

Chers collègues,

Messieurs les Conseillers du Commerce extérieur,

Messieurs les Directeurs et collaborateurs d'UBIFRANCE,

Mesdames, Messieurs,

Le Président du Sénat, M. Jean-Pierre BEL, m'a chargé de vous transmettre un message de bienvenue que je vais vous lire dès à présent.

« Le Sénat se félicite d'accueillir cette seconde rencontre des pays de l'Asie du Sud-Est, qui s'inscrit dans le cadre du partenariat fructueux que nous poursuivons depuis plus de quinze ans avec UBIFRANCE, réseau mondial doté d'antennes en France et à l'étranger, dédié à l'accompagnement des entreprises françaises vers leur développement à l'export. »

La première séquence dédiée à l'Asie du Sud-Est remonte à novembre 2004. Force est de constater que cette zone économique du monde a connu depuis, en huit ans, des évolutions notables de nature à en renforcer l'attractivité pour nos entreprises. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle notre ancienne collègue Nicole BRICQ, Ministre en charge du Commerce extérieur, a identifié cette zone comme prioritaire d'intérêt pour notre économie et le développement de nos exportations. Ce n'est également pas le fait du hasard si notre Premier ministre, Jean-Marc AYRAULT, a choisi Singapour et les Philippines pour son premier déplacement officiel non-européen depuis sa nomination à Matignon. L'objectif est bien sûr de déployer les supports de notre diplomatie économique pour soutenir les initiatives de nos entreprises à l'export.

Le Sénat est également très attentif à tout ce qui peut asseoir et renforcer la présence française dans le monde sur le plan culturel, bien sûr, mais également sur le plan économique. L'organisation de ce colloque s'inscrit dans le cadre de cette ambition au service de laquelle le dynamisme et les groupes d'amitié contribuent à une large part. Je pense au groupe d'amitié France-Asie du Sud-Est que Gérard MIQUEL préside, au groupe France-Vietnam présidé par Christian PONCELET et au groupe France-Indonésie présidé par Catherine PROCACCIA.

Mes remerciements vont également à toutes celles et ceux qui ont contribué à l'organisation de ce colloque, parmi lesquels nos chefs de mission économique, les représentants d'OSEO et UBIFRANCE, nos partenaires, mais aussi notre direction en charge des relations internationales.

A tous, je souhaite de fructueux et bons travaux, en souhaitant qu'ils contribuent au développement de nos exportations dans cette zone qui offre de nouvelles opportunités à saisir, y compris pour les PME. »

Voici le message que souhaitait vous adresser le président Bel.

A titre personnel, en tant que Président du groupe d'amitié France-Asie du Sud-Est, je suis heureux de vous accueillir ce matin pour ce colloque économique consacré aux pays de l'Asie du Sud-Est, pays regroupés sur le plan économique au sein de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique, plus communément désignée sous l'intitulé « ASEAN ».

Vous le savez, cette association, créée en 1967, regroupe dix pays avec lesquels la France entretient de bons rapports bilatéraux, d'autant que plusieurs d'entre eux sont aussi membres de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Ce colloque vous invite à découvrir cette entité économique, dont les caractéristiques sont de plus en plus attractives pour nos entreprises :

- une démographie en plein essor : entre 550 et 600 millions d'habitants, qui ont vocation à travailler et à consommer ;
- un PIB cumulé sur la zone avoisinant 2 000 milliards de dollars américains, qui a triplé depuis 2004 ;
- un taux de croissance moyen sur la zone de 5 % à 6 % ;
- une ouverture croissante des marchés vers l'extérieur. Cinq pays de l'ASEAN (Singapour, Malaisie, Thaïlande, Vietnam, Cambodge) ont des échanges extérieurs dont le montant représente plus de 100 % de leur PIB. L'Indonésie, qui est le pays le moins internationalisé, a un ratio de commerce extérieur par rapport au PIB qui excède 40 %, à un niveau proche du ratio français. Tous les membres de l'ASEAN ont développé des accords de libre-échange de plus en plus larges au sein de la zone mais aussi avec la Chine, la Corée et le Japon. La Malaisie et Singapour ont également engagé des négociations de libre-échange avec l'Union européenne.

En outre, le processus de démocratisation engagé dans les pays qui connaissent, encore récemment, une grande instabilité politique et des conflits internes parfois violents est un bon signal. Début septembre, j'ai effectué une mission en Birmanie et en Thaïlande avec une délégation du groupe d'amitié et nous avons pu constater avec satisfaction que ces deux pays se sont engagés sur la voie des réformes et de la réconciliation nationale. La conséquence immédiate pour la Birmanie pourrait être la levée progressive des sanctions imposées par l'Union européenne et les États-Unis (gel des avoirs et ressources de personnalités, interdiction de prêts et financements à certaines entreprises, embargo sur les exportations et les importations de bois, minerais et pierres précieuses).

Cela me conduit à parler également de la lutte contre la corruption qui progresse dans de nombreux pays. Certains États, comme les Philippines, ont réalisé des efforts significatifs dans ce domaine, ainsi que j'ai pu le constater lors de mon déplacement récent avec le Premier ministre. A l'inverse, la Birmanie connaît encore de grosses difficultés.

Enfin, je voudrais souligner l'importance du réseau d'enseignement français à l'étranger. La présence d'une école ou d'un lycée français est un élément d'attractivité déterminant pour les Français qui font le choix de l'expatriation économique et qui ont des enfants d'âge scolaire.

Alors, devant les opportunités qu'offrent ces marchés en pleine expansion, quelles sont les chances de nos entreprises ? Cette question revient à s'interroger sur notre

compétitivité mais aussi se demander quels sont nos atouts. Et ils sont nombreux ! La France est en réalité d'ores et déjà bien positionnée :

- avec 1,5 % de part de marché, notre pays est le deuxième partenaire européen de l'ASEAN, derrière l'Allemagne, mais devant le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Italie. Bien sûr, il existe une large marge de progression. C'est pourquoi le Gouvernement s'est fixé comme priorité de « renforcer notre action économique en Asie » ;

- autre atout, notre production aéronautique se vend bien en Asie du Sud-Est. Elle est le « fer de lance » de nos exportations dans la région ; elle constitue, si je puis dire, la « locomotive de nos exportations » dans cette zone et contribue à l'équilibrage de notre balance commerciale avec les pays de l'ASEAN. Mais nous sommes « bons » également dans les secteurs des transports en général ainsi que de l'agro-alimentaire.

- autre force, Singapour est le premier partenaire commercial de la France en Asie, après la Chine et le Japon. Avec une communauté française de 10 000 âmes, qui a doublé en 5 ans, 600 filiales d'entreprises françaises implantées qui représentent 36 000 emplois, le lycée français, la Cité-État constitue en quelque sorte le pays d'ancrage ou, si vous préférez, la « base arrière » de notre présence économique en Asie du Sud-Est.

Ces atouts devraient aider nos entreprises, y compris les plus petites, à poursuivre la conquête des nouveaux marchés de l'Asie du Sud-Est. Certes, ce ne sera pas facile, car la pénétration de cet immense marché est complexe. En effet, en dépit de leur appartenance commune à l'ASEAN, chacun des dix pays membres a conservé des particularismes forts, qui rendent peu opportune la mise en place d'une démarche d'ensemble.

Cette réalité impose une stratégie « à géométrie variable », avec une bonne prise en compte de la taille des marchés, du niveau de développement des pays et de leur dynamique de croissance, mais aussi des différences entre les législations, entre les pratiques commerciales et, finalement, entre les cultures. Passés ces obstacles, les entreprises sont assurées de trouver, dans chacun des États concernés, un climat de confiance de plus en plus favorable à la réalisation de leurs projets.

La compétition sera sans doute serrée, en particulier avec les entreprises chinoises, japonaises et sud-coréennes, mais aussi avec celles de nos partenaires de l'Union européenne. Dans bien des domaines, nous avons parfois été moins réactifs que nos concurrents.

Vous pourrez compter sur notre soutien, notamment au travers des actions que peuvent mener les trois groupes interparlementaires intéressés par cette région du monde (France-Asie du Sud-Est, France-Indonésie et France-Vietnam).

A tous, je souhaite des échanges enrichissants et constructifs, en espérant que ce colloque vous permettra de mieux connaître ces marchés qui offrent de nouvelles opportunités à nos entreprises et que, ainsi, vous repartirez ce soir mieux armés pour les conquérir. Je vous remercie de votre attention.

Henri BAISSAS

Directeur des Opérations d'UBIFRANCE

Tous les ingrédients sont réunis pour faire de cette journée un succès. L'ASEAN est une zone riche, qui comporte plusieurs marchés à fort potentiel.

La combinaison gagnante entre OSEO et UBIFRANCE est déterminante pour cette zone. OSEO, à travers ses produits de financement, est un outil essentiel pour la conquête des marchés. UBIFRANCE, par la présence de six Directeurs pays, vous présentera les solutions d'accompagnement pour la prospection de cette zone.

Par ailleurs, plus de 70 personnes travaillent au sein d'UBIFRANCE pour être le bras armé de votre développement à l'international. Il est essentiel que vous puissiez rencontrer les Directeurs pays d'UBIFRANCE ainsi que les entreprises qui connaissent un succès sur ces marchés.

Je vous exprime tous mes vœux de réussite pour votre développement sur la région ASEAN.

Panorama économique de la zone Asie du Sud-Est

Antoine CHERY

Sous-directeur des relations économiques bilatérales à la Direction générale du Trésor

Nous sommes dans une période de ralentissement économique d'un point de vue conjoncturel. Comme le Président MIQUEL l'a rappelé, la région ASEAN est l'une des plus ouvertes au monde. En effet, le taux d'ouverture économique de la région est de 50 %. Du fait de son ouverture, la région est très affectée par le choc de la conjoncture mondiale. Ce facteur est aggravé par un léger ralentissement de la croissance chinoise, qui connaît une baisse pour le troisième trimestre consécutif. Ce ralentissement se traduit par de véritables difficultés sur la côte Est de la Chine.

Nous notons une stagnation voire une diminution des exportations vers la région ASEAN, ainsi qu'une baisse de la production industrielle. A titre d'exemple, l'activité économique de Singapour a connu au troisième trimestre un léger fléchissement. Cependant, tout comme le FMI et la Banque asiatique de développement, nous restons optimistes. En effet, ces institutions ne prévoient pas de ralentissement significatif de la croissance dans la région. Selon les pays, les taux de croissance projetés oscillent entre 2 % et 8 % (2 % prévus à Singapour, 5 % en Thaïlande, 6 % au Vietnam et 8 % au Laos). Il n'y a pas de signaux inquiétants quant à une éventuelle baisse de croissance sur la région. Si le ralentissement actuel peut peser sur certains secteurs de l'industrie exportatrice, tel le marché des biens électroniques, nous ne sommes certainement pas dans un scénario de crise.

La zone ASEAN étant très hétérogène, nous ne pouvons mettre Singapour sur le même plan que les autres pays : certains sont très matures, d'autres atteignent à peine une phase d'émergence économique. Cependant, l'ensemble de la zone ASEAN devrait voir son PIB doubler dans les dix prochaines années. Je note par ailleurs que tous les fondamentaux de la croissance sont réunis au sein de cette région. En effet, l'ASEAN connaît une démographie positive qui va perdurer pour les quinze ou vingt ans à venir. De plus, les populations locales sont bien formées, avec un effort considérable en faveur de la politique de R&D. Enfin, les pays de la zone ont joué le jeu de l'ouverture sur l'étranger. A titre d'exemple, la région reçoit deux fois plus d'investissements étrangers en stock que la Chine. Si nous faisons le pari que l'investissement étranger est plus productif que l'investissement national, cela constitue une vraie chance pour les entreprises françaises qui souhaitent conquérir ces marchés.

La santé économique de ces pays est globalement positive, comme en témoigne le très faible taux d'endettement public. Cependant, je note qu'une certaine prudence s'impose sur ces marchés. En effet, certains risques de gouvernance politique sont à prendre en compte et je recommande aux entreprises de diversifier leurs investissements sur plusieurs pays.

D'un point de vue global, les exportations françaises sont en très forte croissance sur la région. Si ses parts de marché sont plus basses qu'espérées, la France se situe au même niveau que ses concurrents européens. Les flux d'exportation ont augmenté de 30 %

depuis juillet 2011. Par ailleurs, je repère deux éléments d'intérêt pour nos entreprises : un taux d'équipement très élevé qui ne va pas baisser à moyen terme, ainsi qu'une croissance très rapide des classes moyennes qui va favoriser la consommation.

Au niveau communautaire, beaucoup de projets lient l'ASEAN à l'Union européenne. Le cycle de Doha étant dans une impasse, la Commission a reçu des mandats de négociation de libre échange avec de grands partenaires commerciaux. En ce moment, elle mène des négociations bilatérales avec les pays de la zone ASEAN. Nous avons bon espoir que l'accord avec Singapour soit adopté avant la fin de l'année et espérons qu'il incitera les pays voisins à conclure rapidement un accord avec la Commission européenne.

Enfin, la France ne connaît aucun sujet de contentieux avec la zone et y jouit d'une bonne réputation. Le dossier litigieux de l'exportation d'huile de palme ne nuit pas au bon développement des relations commerciales. Je précise par ailleurs que tous les outils d'aide à l'exportation sont disponibles sur cette région géographique. Je vous remercie.

Première table ronde

Singapour Malaisie et Thaïlande : des marchés matures aux appétences de consommation fortes

Claire CAMDESSUS, UBIFRANCE Thaïlande/Birmanie
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente déléguée pour Singapour
du groupe d'amitié France-Asie du Sud-Est
Frédéric ROSSI, UBIFRANCE Singapour
François MATRAIRE, UBIFRANCE Malaisie
Frédéric REGOTTAZ, ancien Directeur Projets Stratégiques, Groupe
SEB (petit électroménager)
Jean-Paul KOVALEVSKY, Président de VIBRATEC (vibration et
acoustique)

Frédéric ROSSI, UBIFRANCE Singapour

Selon tous les classements internationaux, Singapour est l'endroit le plus favorable au monde pour la conduite des affaires. Petit État-cité au régime politique inclassable, Singapour a magistralement géré son développement économique depuis 50 ans. Sa population est composée à 75 % de Chinois, à 15 % de Malais, à 7 % d'Indiens et à 3 % de Caucasiens. Troisième pays au monde en termes de PIB par habitant, il compte 11 % de millionnaires, hors valorisation immobilière principale. Singapour reçoit près de 11 millions de visiteurs par an, alors que le pays compte 5,2 millions d'habitants, dont près des deux tiers sont des citoyens singapouriens. J'attire votre attention sur la part de marché *travel retail*, qui est beaucoup plus importante que le *domestic retail*. Pour l'industrie du luxe, Singapour peut constituer le premier point d'ancrage de la notoriété dans la région ASEAN. Je précise qu'à Singapour, en raison de l'héritage historique, les affaires se font de manière très anglo-saxonne. Ainsi, un entrepreneur devra présenter à un investisseur la monétisation et la valeur ajoutée de son produit par rapport à ceux du marché concurrentiel.

Parmi les forces du pays, Singapour est gérée comme une véritable entreprise, avec des séquençages très marqués des différentes étapes industrielles. Les entreprises sont fortement encouragées à discuter avec les agences publiques, qui sont les véritables forces motrices du développement économique du pays. La Cité-État jouit d'une connectivité hors pair, à travers son aéroport, son port industriel leader dans la région, ainsi qu'une excellente connectivité IT. Par ailleurs, la main-d'œuvre locale est bien formée et reste relativement abordable. Les expatriés sont heureux à Singapour, où ils profitent d'une qualité de vie exceptionnelle, mais la ville reste extrêmement coûteuse, en termes de frais de prospection, d'implantation et d'immobilier.

En termes d'opportunités, Singapour affiche une volonté politique profonde de nouer des liens stratégiques avec les États-Unis et l'Europe. La société connaît une mutation vers une économie fondée sur la valeur ajoutée, axée sur la R&D. Par ailleurs, l'Agence *A*STAR Singapore* joue un rôle fondamental dans l'accompagnement des entreprises locales dans leur parcours de mutation. Enfin, j'ajoute qu'il est possible de négocier directement avec l'État, *via l'Economic Development Board*, un certain nombre de conditions lors de son implantation locale.

A court terme, je ne vois aucun risque immédiat concernant Singapour. Cependant, en raison de son économie très ouverte, il est évident que le pays subit de manière décuplée les ralentissements de croissance de la Chine et de l'Europe. L'industrie de la finance a encore un avenir très prometteur dans le pays, et Singapour représente un hub régional qui va au-delà de l'espace ASEAN.

François MATRAIRE, UBIFRANCE Malaisie

La Malaisie, pays de culture très moderne, accueille un mélange important de populations venant de toute l'Asie, ainsi que plus de 25 millions de touristes par an.

Avec un commerce extérieur qui représente 150 % du PIB, l'économie nationale est très ouverte. L'économie malaisienne bénéficie d'une consommation intérieure forte et connaît une mutation accélérée. Le Gouvernement a axé la priorité stratégique industrielle sur la production de biens à valeur ajoutée dans l'industrie et les services. En ce sens, la Malaisie souhaite voir son économie se tourner vers le savoir et les services.

Le taux de chômage, de 3 %, commence à devenir problématique, notamment pour la rétention des talents. La Malaisie se situe dorénavant dans la catégorie des pays ayant un coût du travail relativement élevé dans la région ASEAN. Cela s'explique notamment par une augmentation du niveau de spécialisation, en particulier dans les biotechnologies, l'ingénierie ou l'industrie pétrochimique. La France, deuxième partenaire européen de la Malaisie avec une part de marché de 1,7 %, affiche un excédent commercial, en partie grâce aux ventes d'Airbus, Air Asia ayant décidé d'équiper intégralement sa flotte d'Airbus 320 Néo. Par ailleurs, la Malaisie est le premier fournisseur de pièces détachées à Airbus.

Classée douzième dans le rapport *Doing Business*, la Malaisie est un marché dynamique de consommation, avec une classe moyenne qui s'enrichit. Grâce à des coûts de structure qui restent très abordables, la Malaisie constitue désormais un bon point d'entrée dans la région ASEAN pour de nombreux entrepreneurs, qui profitent de la situation du pays pour rayonner sur toute la zone.

Les entreprises étrangères connaissent cependant des contraintes quant à l'accès aux marchés publics. En effet, la réglementation malaisienne *bumiputra* impose un quota d'actionnaires malais dans le groupe qui souhaite participer à un appel d'offres de marché public. Je note par ailleurs une certaine lenteur de l'administration locale.

Enfin, pays fédéral, la Malaisie prend des initiatives fortes sur des corridors de développement très marqués, avec un fort entraînement des entreprises publiques qui comptent pour 50 % à 60 % du PIB. Le pays apparaît donc comme l'alternative à Singapour, qui séduit énormément d'entreprises. En ce sens, le pays est très bien noté dans différents *benchmarks* internationaux.

Claire CAMDESSUS, UBIFRANCE Thaïlande/Birmanie

Membre fondateur de l'ASEAN, la Thaïlande renoue avec une stabilité politique. Avec plus de 5,5% de croissance, le pays a démontré sa remarquable résilience face aux différents événements politiques et climatiques récemment traversés. Le pays voit émerger une classe moyenne aisée. A cet égard, Bangkok concentre le plus grand nombre de centres commerciaux de toute la région ASEAN. La consommation des ménages thaï ne connaît pas de saturation, et le pays compte plus de 200 000 personnes identifiées comme riches.

Premier pays exportateur d'automobiles dans la région ASEAN, la Thaïlande est très dépendante du Japon, dont les échanges comptent pour 35 % à 40 % du PIB. La Thaïlande a une marge de progression importante à réaliser dans les investissements publics. Actuellement, l'économie nationale est guidée par des partenariats publics-privés, ainsi que par les grandes familles sino-thaï qui gèrent leurs affaires. Bien que réalisant moins d'efforts que la Malaisie dans la R&D, le pays s'oriente progressivement vers une industrie de moyenne gamme qui s'améliore.

J'identifie le pays comme une source de belles opportunités pour les entreprises françaises souhaitant investir dans les transports, les dispositifs médicaux et la santé. Par ailleurs, de nombreuses entreprises énergétiques françaises sont implantées en Thaïlande du fait de la situation géographique du pays.

Je note que les entrepreneurs français ne s'installent pas en Thaïlande pour profiter d'une industrie très développée, mais plutôt de structures relativement simples et peu coûteuses. Par ailleurs, nous observons la venue de nombreuses entreprises chinoises dans la région ASEAN, notamment au Vietnam et en Indonésie. Progressivement, l'ASEAN remplacera la Chine dans la manufacture de nombreux biens.

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente déléguée pour Singapour du groupe d'amitié France-Asie du Sud-Est

Je note que Singapour est la porte d'entrée de l'Asie pour bon nombre d'entreprises. Comme cela a été rappelé, le pays jouit d'une grande stabilité économique et politique. Le peuple singapourien est très reconnaissant envers ses dirigeants pour tous les progrès économiques qui ont été menés. Par ailleurs, j'insiste sur l'absence de dette publique à Singapour.

Le développement durable constitue un axe stratégique majeur pour les années à venir. Cela se traduit notamment par une politique 'zéro papier' au sein des autorités publiques.

Cité-État, ayant très peu de territoire, Singapour essaye de s'agrandir sur la mer.

Enfin, je souhaite rappeler que les PME doivent être entraînées vers Singapour. La présence du lycée français est un véritable atout, en facilitant l'intégration des Français expatriés.

Frédéric REGOTTAZ, Ancien Directeur Projets Stratégiques, Groupe SEB

La zone ASEAN démontre une capacité de croissance absolument incroyable. Elle propose par ailleurs des solutions d'investissements et de croissances alternatives à l'Inde et à la Chine. Singapour et la Malaisie constituent une base de production régionale et offrent des infrastructures de qualité. Par ailleurs, les accords de libre-

échange entre ces pays et l'Europe et les États-Unis laissent entrevoir de véritables perspectives de croissance.

Par ailleurs, l'ASEAN va progressivement reprendre une partie de l'industrie qui avait été confiée à la Chine, et ce de manière pérenne.

La Thaïlande est à un carrefour entre différents pays. Le développement le plus significatif du Groupe SEB a été mené dans ce pays, et nous y avons mis en place un *business model* très adapté à la zone. Forts de cette adaptabilité, nous avons pu ensuite appliquer les grandes lignes de ce modèle au marché sud-américain.

Jean-Paul KOVALEVSKY, Président de VIBRATEC

Notre entreprise offre des solutions pour réduire le bruit et le poids de structures existantes ou en phase de conception. Récemment, nous avons remporté le grand marché d'une plateforme offshore, pour y minimiser les nuisances sonores et de vibrations.

Notre groupe s'est installé en Malaisie, afin de répondre à la présence de l'industrie pétrolière et parapétrolière. Notre structure à Kuala-Lumpur nous permet de gérer des projets à Djakarta, Kuala Lumpur et Singapour.

Nous avons choisi de nous installer à Kuala Lumpur, car cette ville est moitié moins chère que Singapour en termes de coûts d'infrastructures, tout en proposant une qualité de service tout à fait comparable. La Malaisie est un pays très accueillant, doté d'une culture anglo-saxonne où les fonctionnaires cherchent à faciliter le travail des entreprises. Nos activités se situent dans le cœur de cible de l'économie du savoir et des services que le pays souhaite développer ; en ce sens, nous apportons un réel savoir-faire que les Malaisiens nous envient.

Deuxième table ronde

Indonésie, Philippines et Vietnam : quelles stratégies d'accès pour ces marchés émergents ?

Marc CAGNARD, UBIFRANCE Vietnam
Carole CUNISSET, UBIFRANCE Indonésie
Marie-José CONNAN, UBIFRANCE Philippines
Roland CRAMBERT, Directeur Marketing, LACROIX SOFREL
(automatismes industriels)
**Catherine PROCACCIA, Présidente du groupe d'amitié France-
Indonésie et Timor-Est**

Marc CAGNARD, UBIFRANCE Vietnam

Ces pays, couvrant 440 millions d'habitants, sont en plein dynamisme économique. Deux d'entre eux, l'Indonésie et le Vietnam, font partie des CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie et Afrique du Sud) et du classement des *Next 11* établi par la banque Goldman Sachs. Par ailleurs, ces pays sont très attractifs car ils offrent une main d'œuvre très bon marché.

En revanche, ces pays connaissent un certain nombre de faiblesses : difficulté d'accès au financement, faible volonté de réforme, carences de gouvernance. Néanmoins, nous souhaitons accompagner les PME françaises vers ces marchés.

Carole CUNISSET, UBIFRANCE Indonésie

L'Indonésie est un pays méconnu par les Français, qui ne connaissent souvent que Bali. Pourtant, avec une croissance supérieure à 6 %, il offre des perspectives intéressantes. Récemment, le pays s'est doté d'un *masterplan*, qui comprend un budget de 410 milliards de dollars à répartir sur six corridors économiques. Chaque partie de l'archipel se voit réserver un projet économique. Ainsi, à titre d'exemple, Java se verra confier des projets industriels stratégiques ainsi que des services, tandis que Sumatra gèrera les problématiques de transformation.

Les Indonésiens ont un profond désir d'adopter des technologies avancées. En ce sens, ils recherchent des partenariats avec des pays occidentaux disposants de technologies innovantes.

Le pays connaît en revanche un grave problème d'infrastructures, avec un manque notable de routes et un engorgement du trafic aérien.

Concernant le *masterplan*, de nombreuses entreprises indonésiennes gèreront prioritairement les projets. En raison des obligations légales de *local content*, les fournisseurs français se situeront au deuxième rang dans les appels d'offre. Je précise qu'une grande partie de ce projet est finançable par l'État indonésien, soit directement, soit à travers des partenariats public-privé.

L'Indonésie bénéficie de forts avantages comparatifs sur la main d'œuvre. Bon marché, elle est habile et relativement facile à former. Le pays exporte énormément de textile. A ce titre, il joue un double rôle avec la Chine ; certaines entreprises chinoises viennent s'implanter en Indonésie pour fabriquer leur marchandise. Face à ces nouveaux défis et du manque de compétitivité de son haut parc industriel, l'Indonésie est appelée à s'équiper.

Marie-José CONNAN, UBIFRANCE Philippines

Le contexte actuel est très favorable aux Philippines, bien que ce pays soit doté d'un pouvoir législatif fort qui peut ralentir la mise en œuvre de certaines réformes. La reprise économique que connaît le pays depuis 10 ans est profitable aux ressources humaines des Philippines. Comptant 96 millions d'habitants, anglophones, les Philippines restent un pays intermédiaire. Pourtant, ses habitants ont une habitude de consommation à l'occidentale, voyagent et sont friands des biens de luxe. Le pays a une classe émergente atypique, estimée à 10 millions d'habitants. Par ailleurs, la diaspora philippine a rapporté à l'économie nationale 20 milliards de dollars l'année dernière, soit 10 % du PIB.

L'industrie nationale des services croît depuis cinq ans et s'est ainsi retrouvée protégée des ralentissements internationaux. Par ailleurs, la consommation privée pèse pour deux tiers du PIB, ce qui laisse entrevoir des opportunités de marchés pour les biens de consommation. Le pays compte de nombreux centres commerciaux à l'américaine, très prisés par une population dont la moitié a moins de 23 ans.

Les Philippines se sont positionnées sur le marché de l'électronique. En revanche, le pays n'a pas encore fait un choix clair dans sa stratégie de sous-traitance industrielle. La priorité actuelle est de privilégier les industries qui dégagent une forte valeur ajoutée, afin de créer plus d'emplois.

Le marché philippin offre des opportunités majeures dans les secteurs de la consommation courante, tels que l'agroalimentaire et l'industrie de la transformation de produits peu chers. Depuis deux ans, le pays a déployé de véritables efforts dans la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gouvernance. Enfin, nous observons des résultats macroéconomiques satisfaisants, qui se traduisent par une balance des paiements excédentaire.

Le pays offre donc de réelles opportunités, mais la concurrence des entreprises chinoises et japonaises y est très rude. Enfin, le pays doit développer ses structures, et lutter de manière durable contre la pauvreté.

Marc CAGNARD

La situation au Vietnam est très stable, pour deux raisons :

- premièrement, le Vietnam est un pays communiste avec un parti unique ;
- deuxièmement, depuis la politique du renouveau de 1986, l'économie est contrôlée par l'État.

Forte de 92 millions d'habitants, la population du Vietnam croît d'un million d'habitants par an. Contrairement à une idée faussement véhiculée, elle n'est pas francophone. Avec un PIB très faible par habitant, le Vietnam connaît encore beaucoup de pauvreté dans les campagnes.

Avec 1 200 PME exportatrices vers le pays, les exportations françaises se portent relativement bien et sont en forte croissance. La croissance du pays est tirée par les exportations, premier moteur de richesse nationale.

Le pays a connu récemment une très forte industrialisation, avec une progression de 14 %. La consommation intérieure est dynamique, portée par une population jeune qui aspire à consommer des biens modernes.

S'agissant des flux de capitaux, les investissements étrangers comptent pour 11 milliards de dollars, la France se situant à la 15^{ème} place. En outre, la diaspora vietnamienne enverra l'année prochaine 12 milliards de dollars. Enfin, l'aide publique au développement, notamment japonaise, constitue également un flux d'entrée de capitaux important.

L'économie demeure très dépendante de l'État : 35 % du PIB viennent des grands groupes publics, qui souffrent de problèmes de gouvernance. En effet, la corruption reste très présente.

A la fin de l'année 2010 et au début de l'année 2011, le Vietnam a connu une forte inflation. Le pays a mené d'importantes réformes bancaires, mais il doit encore gérer un portefeuille de créances douteuses.

L'accès au marché reste complexe pour bon nombre d'entreprises étrangères, notamment en raison du déficit de gouvernance. Cependant, les autorités sont conscientes du problème et œuvrent à améliorer la situation.

Roland CRAMBERT

Notre stratégie s'est portée sur ces trois pays qui ont besoin de structures. Sur le Vietnam, l'Indonésie et les Philippines, nous sommes présents depuis deux ans. En partenariat avec UBIFRANCE, nous y avons réalisé des études de marché préalables, ainsi que la recherche de partenaires locaux pour assurer notre représentation et relayer nos produits. Ces pays ne sont pas ouverts à la privatisation du marché de l'eau et aux partenariats public-privé, ce qui peut être problématique.

En outre, je note la difficulté de traiter avec les administrations locales, d'où la nécessité de travailler avec des entreprises locales et des bureaux d'étude en amont.

Catherine PROCACCIA

Monsieur Cagnard a parfaitement exposé les atouts et limites de ces pays. J'estime que la France n'est pas encore à la hauteur sur les pays de l'ASEAN. Pour ma part, je note que l'Indonésie a un très grand potentiel, trop souvent oublié. En effet, le pays dispose d'une classe moyenne qui émerge très fortement et consomme énormément. Je regrette que la communication générale sur l'Indonésie soit de mauvaise qualité, et je souhaite que l'information économique de ce pays soit améliorée. En outre, je souhaite organiser prochainement un colloque sur les problématiques de l'huile de palme et de la pâte à papier venant de ce pays.

La Birmanie, un marché d'avenir à découvrir

Claire CAMDESSUS
UBIFRANCE Thaïlande/Birmanie

La Birmanie reste le pays le moins connu parmi ceux précédemment évoqués. Son PIB, de 51 milliards de dollars, est l'un des plus faibles au monde par rapport au nombre d'habitants. La capitale va rester à Naypyidaw, où sont concentrés les ministères. Les entreprises étrangères devront s'y rendre pour y accomplir un certain nombre de démarches.

L'ouverture économique de la Birmanie s'inscrit dans le cadre de la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques. Actuellement, les sanctions sont suspendues pour un an par l'Union européenne et les États-Unis. *A priori*, je ne vois pas de raisons pour qu'elles soient réinstaurées.

La Birmanie dispose de richesses importantes dans son sous-sol. Elle bénéficie d'un potentiel hydroélectrique estimé à 100 000 mégawatts et est dotée d'importantes réserves pétrolières, hydrocarburées et gazières. Par ailleurs, le pays jouit d'un énorme potentiel en matière de tourisme et toutes les infrastructures restent à construire. Aujourd'hui, pour l'essentiel, les exportations birmanes sont absorbées par la Chine et la Thaïlande.

En 2011, le Gouvernement birman a créé deux zones économiques spéciales à Dawei et Thilawa, pour y accueillir de lourdes infrastructures. Une centrale au gaz, construite par un groupe coréen, sera installée à Thilawa.

Le Gouvernement birman reçoit actuellement tous les jours une délégation étrangère différente, qui souhaite investir dans le pays. En ce sens, le secteur est déjà très concurrentiel. Nous sommes très sollicités par des sociétés françaises de l'énergie et de la consommation qui souhaitent exporter vers la Birmanie. Les entreprises françaises doivent donc se positionner sur différents secteurs, afin de maximiser leurs chances.

Les entreprises faisant affaire avec la Birmanie vont nécessairement devoir traiter avec la junte. En effet, des pans entiers de l'économie birmane sont aux mains de personnes proches de la junte. UBIFRANCE dispose d'un service économique qui peut aider les entreprises à faire le tri dans leurs choix d'investissements.

On assiste actuellement au retour des bailleurs de fonds en Birmanie : l'Agence française de développement est revenue et le Club de Paris est en train de négocier la dette birmane. Même si de nombreux défis restent à relever, notamment concernant le rééquilibrage des relations avec la Chine, le Japon, la Thaïlande et l'Europe, des efforts considérables ont d'ores et déjà été consentis par les Birmans.

Enfin, une incertitude plane sur l'issue des élections générales de 2015. Par ailleurs, la Birmanie présidera l'ASEAN en 2014.

Comment financer vos projets en ASEAN ?

Éric TAINSH

Responsable projets, Direction Internationale, OSEO

OSEO offre des solutions de financement direct, en partenariat avec les banques. Chaque année, nous aidons plus de 80 000 entreprises. Réussir à l'international demande de la patience, mais également de nombreux investissements. En effet, les entreprises doivent réaliser des études de marché en amont, comprendre comment le produit va se comporter sur un marché, rencontrer des experts et divers spécialistes. Tous ces investissements immatériels sont difficiles à faire financer par les banques.

Afin d'éviter aux entreprises de financer ces coûts sur leur trésorerie, nous musclons les bilans des entreprises. Nous proposons également un prêt à l'export en partenariat avec UBIFRANCE, sans apport et pour une durée de six ans.

Par ailleurs, OSEO contre-garantit à 60 % les garanties apportées par les banques dans un projet d'investissement.

Les clients exigent une implantation locale, afin de limiter les frais de port et de douane. Pour ce faire, nous garantissons les banques avec un produit très intéressant ; à chaque fois qu'une société française installe une société à l'étranger, nous pouvons garantir 50 % du capital investi par la société mère sur la société fille. Afin de financer des projets innovants, nous aidons les entreprises à mettre en place une R&D collaborative entre l'entreprise française et la filiale étrangère. En effet, nous observons que le transfert de technologies pèse de plus en plus souvent dans la balance pour remporter des marchés à l'étranger, surtout dans cette partie du monde.

Synthèse et conclusion de la matinée

Nicole BRICQ
Ministre du Commerce Extérieur

Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Monsieur le Directeur Général,

Mesdames, Messieurs,

Hasard du calendrier, j'accompagnais, la semaine dernière, le Premier Ministre à Singapour et aux Philippines. Nous avons emmené avec nous une délégation d'entreprises, dont une majorité de PME et ETI, sélectionnées par UBIFRANCE et les services économiques. Cette démarche, je l'ai systématisée ; je me déplace accompagnée de chefs d'entreprise, et j'ouvre d'ailleurs, ces jours prochains, la possibilité de s'inscrire en ligne pour m'accompagner dans mes voyages. Je sais que c'est utile : nombre des PME qui nous accompagnaient, Jean-Marc Ayrault et moi, ont noué des contacts fructueux et tissé des liens avec leurs partenaires singapouriens et philippins.

C'est essentiel, car si nos grands contrats représentent 30 milliards d'euros, 400 milliards des 430 milliards que représentent nos exportations sont le fruit d'un commerce courant où, certes, les grands groupes sont présents mais où les PME et les ETI jouent un rôle majeur. Là gisent nos relais de croissance pour l'avenir.

Alors que le Premier Ministre m'a assigné l'objectif de revenir à l'équilibre de notre commerce extérieur en cinq ans, hors énergie (il me faut donc trouver 26 milliards d'euros), vous comprendrez que je sois particulièrement attachée au rôle à l'export des PME et des ETI. Je souhaite concentrer mon action sur les zones géographiques que j'estime porteuses. Évidemment, les CIVETS en font partie : l'Indonésie et le Vietnam en sont de bons exemples. Au-delà du terme générique, je souhaite prendre en compte les pays émergents de taille intermédiaire et en particulier les Philippines - c'est indiscutable et je l'ai constaté. Dès lors, l'ASEAN est pour moi un enjeu majeur pour atteindre mon objectif. Je suis présente parmi vous aujourd'hui pour témoigner de mon engagement à faire de cette région une priorité majeure de mon action. Pourquoi ?

La croissance attendue de l'ASEAN en 2012 devrait être de 5 %. Même s'il nous faut différencier ce qui relève de l'ASEAN-6 (les principaux pays émergents de la zone), c'est bien l'ensemble des pays de l'ASEAN, les dix pays, qui représentent des opportunités. Nos exportations vers l'ASEAN, ce sont près de 11 milliards d'euros. Notre part de marché n'est que de 1,5 %. Ce chiffre est bien entendu moindre que notre moyenne mondiale, mais doit être comparé avec ce que représente la zone pour nos partenaires - la part de marché allemande n'est que de 2,5 %. Nous faisons de cette zone une priorité et nous avons encore des espaces de conquête sur des marchés porteurs en croissance, où nous pouvons nous implanter durablement et générer des courants d'affaires. C'est important car nous sommes, avec plusieurs de ces pays, en situation d'excédents.

Singapour représente un des dix premiers excédents mondiaux de la France. Au-delà, ces marchés sont très ouverts, et ceux dont l'ouverture est récente (je pense aux Philippines et à l'Indonésie, par exemple) constituent des opportunités majeures. En ce sens, le Conseil des Ministres du commerce devrait adopter le 29 novembre prochain un accord de libre-échange entre l'Union européenne et Singapour. Cet accord sera le premier avec un pays de l'ASEAN, et il s'agira du premier accord d'investissement pour l'Union européenne. J'ai noté par ailleurs une très forte appétence de Singapour et des Philippines pour l'Europe, et notamment la France.

J'ai justement pour objectif de sortir de notre trop forte concentration géographique à Singapour, qui représente près de la moitié de nos exportations totales, dont une partie est réacheminée car Singapour est l'un des hubs mondiaux. Cela ne veut pas dire « faire moins à Singapour », mais bien entendu « faire plus ailleurs ». Nous y reviendrons, mais l'Indonésie, le Vietnam et la Birmanie constituent pour nos entreprises d'importants potentiels. En outre, nous devons diversifier nos exportations sur le plan sectoriel.

Aujourd'hui, nos exportations aéronautiques vers cette zone sont importantes, et je m'en réjouis. Le Premier Ministre a d'ailleurs favorisé la vente de soixante-quatre Airbus, ce qui n'est pas rien lorsqu'on sait que chaque avion vendu représente un gain net de 20 à 40 millions d'euros pour notre commerce extérieur. Singapore Airlines vient, hier, de confirmer l'achat de quinze Airbus, dont cinq A 380. Je ne peux m'empêcher de faire le lien entre ce contrat et la visite du Premier ministre, alors que la dernière commande de la compagnie était 100 % Boeing. C'est pourquoi il est essentiel d'emmener avec nous des entreprises.

Aux Philippines, le Premier Ministre et moi étions accompagnés, par exemple, d'une PME française, Matière, qui intervient dans la construction d'infrastructures, de ponts. Nous avons aussi voyagé avec Delta Dore, une entreprise qui travaille dans la climatisation des bâtiments et dont les performances sont remarquables. Cette PME a bénéficié du portage de Bouygues sur le chantier du complexe du Sportshub de Singapour, que j'ai visité. J'insiste beaucoup pour que les grands groupes se déplacent avec leurs sous-traitants, car ces derniers trouveront des marchés par eux-mêmes dans un deuxième temps. Les grands contrats sont essentiels. Ils le sont économiquement ; un contrat Airbus est bénéfique pour l'ensemble d'un écosystème économique (à Toulouse, Saint-Nazaire, Mérignac). Ils le sont aussi, serais-je tentée de dire, stratégiquement. Ce sont des têtes de ponts qui nous permettent de prendre pied et d'implanter derrière nos entreprises, PME et ETI.

Certains ont ergoté sur le choix de Singapour et des Philippines. Etait-ce bien pertinent, pour le Premier Ministre, de se rendre dans ces pays ? Je m'étonne de ces questions, alors que la France est le seul pays, avec les États-Unis, à disposer d'un accord stratégique avec Singapour, une des économies les plus ouvertes du monde.

Quant aux Philippines, il s'agit d'un pays de 100 millions d'habitants, plein d'inspiration démocratique, comme j'ai pu le vérifier avec tous nos interlocuteurs sur place. Nous ne pouvions pas négliger ce pays qui a une forte appétence pour l'Europe et pour la France. Par ailleurs, ce sont des pays où se déroule une lutte d'influences. Les États-Unis promeuvent un accord transpacifique (*Trans-Pacific Partnership*), la Chine tente de phagocyter certains pays. Nous serions fautifs de ne pas nous investir dans ces pays. En établissant ainsi des relations privilégiées, nous créons un cadre favorable pour l'économie française. Nous promouvons - c'est notre rôle aussi, et particulièrement le mien - la marque « France ».

Dans l'ASEAN, certains pays ont des besoins d'infrastructures primaires. Je pense, bien entendu, à la Birmanie, mais aussi aux Philippines, où nous étions, au Laos, à l'Indonésie. D'autres pays, plus matures, offrent des marchés de niche, très technologiques, où nos entreprises ont toute leur place : je pense à la Malaise, à Singapour.

Plusieurs filières, dès lors, me paraissent prioritaires, le BTP - j'en parlais en citant Matière -, la ville durable et les mobilités urbaines, les énergies renouvelables et la santé. J'ai, aux Philippines, signé un accord octroyant un don de 400 000 euros à une PME française dans le domaine de la production d'énergie à partir de la biomasse. Sur ces marchés, la réputation de la France, la qualité de ses produits et de ses entreprises constituent des atouts.

En outre, l'émergence progressive, encore en cours, d'une classe moyenne conduit les populations locales à consommer plus et à développer une forte envie de biens de consommation. C'est une opportunité pour notre industrie du luxe. J'étais hier avec le Comité Colbert, pour les arts de la table, pour notre filière vins et spiritueux, où Singapour et l'Indonésie représentent d'importants marchés.

Aujourd'hui, Hermès et Roche-Bobois, par exemple, sont installés aux Philippines. Je salue Etienne Cochet, qui faisait partie de la délégation et que je commence à bien connaître puisqu'il m'a accueillie à « Maisons et Objets » cette année. Il ambitionne de mettre en place, dès 2014, un salon équivalent à Singapour. Je le remercie de ses initiatives. Il connaît les opportunités offertes. Ce sera, pour notre savoir-faire, une vitrine exceptionnelle.

Il ne suffit pas de décréter une priorité pour qu'elle se décline. Je ne suis pas adepte de la pensée magique. Nous avons renforcé notre dispositif au sein de l'ASEAN, et nous allons continuer à le faire. Déjà, après notre visite avec le Premier Ministre, le Président de la République se rendra au Sommet de l'ASEM début novembre. Il s'arrêtera en route en Arabie Saoudite, où j'effectuerai également une visite. François Hollande sera le seul chef d'État européen présent au sommet de l'ASEM, où il nouera beaucoup de contacts bilatéraux avec les États que nous venons d'évoquer. J'ai dit toute l'importance qu'il fallait attacher à ces rencontres de haut niveau ; les pays, comme les hommes, ont besoin de marques de considération.

Ensuite, avec l'ouverture d'un bureau aux Philippines en janvier 2012, 64 personnes d'UBIFRANCE sont désormais au service des entreprises dans nos différents bureaux.

Je vous annonce aujourd'hui que j'ai décidé la création d'un nouveau bureau UBIFRANCE à part entière en Birmanie. Il faut accompagner le renouveau démocratique de ce pays, soutenir la transition à l'œuvre, comme le Président de la République l'a affirmé lors de la venue d'Aung San Suu Kyi en France au mois de juin. L'ouverture du bureau d'UBIFRANCE intervient dans un contexte budgétaire contraint, quatre mois après la réouverture du service économique dans ce pays. C'est le signe du pari que nous faisons sur la Birmanie. Aujourd'hui, la Birmanie ne représente que 17,5 millions d'euros d'exportations. Pour un pays de 60 millions d'habitants où la démocratie s'installe, où, je n'en doute pas, le progrès social suivra, l'opportunité pour nos entreprises est grande. En juillet, le MEDEF a organisé une première délégation en Birmanie. Dans son sillage, de nombreuses entreprises y retournent : des grands groupes (comme Technip, Lafarge ou Bouygues), mais aussi des PME (comme Vergnet), et des cabinets d'ingénierie comme Artélia ou Egis. Nous ne sommes pas seuls à retrouver le chemin de la Birmanie. Les Américains et les Japonais y reprennent pied. Nous sommes cependant sans aucun doute bien placés, et il faut creuser ce sillon.

Nous suivons un plan en plusieurs étapes. Après la réouverture du Service économique, après l'ouverture du bureau d'UBIFRANCE, nous espérons, et nous souhaitons, en 2013, le retour des soutiens financiers français, quand le passé aura été soldé par le Club de Paris. Dès lors que je pourrai faire cette annonce, je me rendrai en Birmanie.

Au-delà, toute l'ASEAN constitue un enjeu. D'ailleurs, le réseau de la Direction générale du Trésor (plus d'une trentaine de personnes dans cette zone) est aussi à votre service. Je veux renforcer le soutien qu'il peut vous apporter avec les agents d'UBIFRANCE.

Que ce soit l'assurance-crédit, les prêts de la Réserve pays émergents (RPE) ou les dons du Fonds d'étude et d'aide au secteur privé (FASEP), les pays de l'ASEAN sont peu concernés par ces dispositifs. Or, je veux vous le rappeler, la plupart de ces pays y sont éligibles. Saisissez-vous en.

Cette priorité que j'annonce, les déplacements que je fais avec des entreprises doivent vous être utiles. Dans un mois, je demanderai aux entreprises qui nous ont accompagnés, avec Jean-Marc Ayrault, un retour sur expérience. UBIFRANCE et la Direction Générale du Trésor doivent en assurer le suivi, sur des critères simples : quels partenariats noués, quels contrats décrochés ?

J'ai la conviction que l'ASEAN est une des réponses à notre déficit commercial. Ensemble, nous pouvons aller de la conviction vers la preuve. Je compte sur vous, sur votre esprit de conquête, pour présenter des projets. Comptez sur moi pour les faire valoir, lorsque je me rendrai en Birmanie, en Thaïlande, en Indonésie et au Vietnam, en 2013.